

« Mon objectif : ne jamais raisonner en augmentant les impôts. » | Édouard Philippe.

40 min · Horizon

Bonjour Édouard Philippe, merci de nous accorder cet entretien exceptionnel sur BFM TV depuis Tourcoing, ici même, où vous avez participé aujourd'hui à la rentrée politique de Gérard Darmanin, le garde des Sceaux, qui vous a apporté son soutien il y a maintenant une dizaine de jours et tout à l'heure dans votre discours. Vous avez expliqué que dans votre gouvernement, ce sera avec des personnes qui ont l'habitude justement du commandement. Alors quelle place aura par exemple Gérard Darmanin dans cette campagne ? Est-ce qu'il a les qualités pour être un bon Premier ministre

? Oh là là, je vois votre enthousiasme, je m'en félicite. J'ai appris à ne jamais brûler les étapes. J'ai insisté dans mon discours sur l'importance qu'il y avait à s'agissant des postes de responsabilité à pouvoir disposer d'une expérience du commandement parce que les ministres ce ne sont pas simplement des personnalités politiques, ce doivent être des patrons d'administration qui écoutent leur directeur mais qui savent les commander, qui savent les motiver, qui savent en changer lorsque les choses ne vont pas. Donc voilà, j'ai insisté sur le fait que nous sommes dans une période où l'expérience du commandement est utile et c'est ce que je veux réunir autour de moi. Je ne vais pas plus loin que ça. Il aura une place

dans votre campagne j'imagine ?

J'ai considéré que compte tenu... D'abord Gérard Darmanin est membre du gouvernement et il est à sa tâche. Aujourd'hui nous sommes dimanche, il a organisé cette réunion publique et je l'en remercie et j'étais très heureux de pouvoir y participer. Enfin il est à sa tâche, il a beaucoup de travail. J'ai indiqué, parce que je crois que c'est vrai, que l'élection présidentielle qui s'annonce va forcément impliquer une recomposition. Recomposition partisane probablement, recomposition politique nécessaire pour qu'une majorité puisse se dégager après l'élection présidentielle. Compte tenu de son expérience, compte tenu de ses qualités, je pense qu'il aura un rôle central dans l'organisation de cette recomposition.

Alors vous comme lui, vous avez évoqué le fait que vous souhaitiez une politique en matière d'immigration qui soit plus ferme. Très concrètement, est-ce que ça veut dire que vous êtes favorable à un référendum sur l'immigration, oui ou non

? Vous parlez de référendum, référendum c'est pas une fin en soi, à ce qui compte c'est ce qu'on veut faire. Moi ce qui m'intéresse c'est de dire qu'en effet on doit avoir une politique migratoire plus ferme au sens où elle doit permettre à la France de mieux maîtriser l'entrée et le séjour des étrangers qu'elle veut autoriser à rester ou qu'elle ne veut pas autoriser à rester. Il y a un certain nombre de cas particuliers. Je suis allé à Mayotte il y a une semaine pour dire qu'à Mayotte il y avait une crise migratoire d'une intensité telle, d'une durée telle, qu'il y avait des conséquences tellement déstabilisantes pour le territoire maorais qu'il était impératif de fermer l'ensemble des vannes de l'immigration pour Mayotte. Je l'ai dit, je l'assume, je crois vraiment qu'il faut le faire parce que la situation là-bas est devenue incontrôlable. J'observe d'ailleurs M. Daré et je le dis parce que c'est intéressant que je ne suis pas le seul à dire ça en Europe. La Pologne, la Finlande, la Grèce, l'Italie, dans des registres différents ont toutes indiqué et je crois qu'ils ont raison que lorsqu'une crise

migratoire vient déstabiliser de façon exceptionnelle nous devons pouvoir lever un certain nombre d'obligations qui passent sur nous. Hier sur notre

antenne Jordan Bardella dit moi je ferai un référendum sur l'immigration. C

'est pas une bonne idée ? Un référendum ça permet d'adopter un texte. Ce qui est plus important c'est de savoir ce qu'il y a dans le texte. Vous voyez c'est une façon d'adopter un texte. Moi j'aime beaucoup les référendums, j'ai aucun problème sur les référendums. Mais dire je vais faire un référendum, en fait ça veut dire je vais faire adopter une loi parce qu'il compte c'est ce qu'il y a dans la loi. Et moi ce que je propose c'est d'être beaucoup plus ferme. S'agissant de Mayotte, alors là ça c'est vrai, d'interdire pendant la durée du quinquennat qui commencera en mai prochain la possibilité de délivrer des titres de séjour quel qu'en soit la raison à Mayotte. Ou d'instruire des demandes d'asile à Mayotte. Je propose aussi l'utilisation d'instruments qui existent aujourd'hui dans le droit communautaire. Parce que le droit communautaire, l'Europe, la capacité de l'ensemble des Etats à agir en la matière est indispensable. Il se trouve que l'Europe a décidé de la possibilité de créer des centres de retour dans des Etats tiers. Je propose que compte tenu de la crise maorraise, on installe le premier centre de retour dans un des pays de l'Afrique de l'Est. C'est ce que j'ai indiqué à Mayotte. Pour

Mayotte, est-ce que vous pourriez le faire pour le reste du territoire français, ces centres de retour ? S

'agissant du territoire national, la situation est différente de celle de Mayotte. Elle applique et elle appelle à mon avis une politique beaucoup plus ferme en matière migratoire, mais elle est différente. J'en donne deux exemples. Je ne veux pas interrompre la possibilité pour des étudiants étrangers de venir faire leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur. Encore faut-il s'assurer qu'ils font effectivement leurs études, qu'ils disposent de suffisamment de moyens quand ils viennent s'installer étudier en France et que après leurs études, si nous ne voulons pas les garder pour des raisons professionnelles, ils rentrent chez eux. Mais je pense qu'on va devoir continuer à délivrer des titres de séjour. De la même façon, nous allons continuer à devoir délivrer des titres de séjour en matière professionnelle. Parce qu'un certain nombre de compétences qui sont offertes et proposées par des étrangers qui veulent s'installer en France me paraissent utiles pour le pays. Lorsque ce sont des médecins, des infirmiers, des aides-soignants, des ingénieurs, lorsqu'il y a des compétences dans le monde agricole, nous devons les accepter. En revanche, je pense que pour le reste, nous devons être beaucoup plus fermes, y compris sur la façon dont sont interprétées les textes en matière de regroupement familial. Je pense que en la matière, comme en matière de relations avec les pays d'origine, nous devons être infiniment plus fermes, quitte à engager un rapport de force avec certains Etats qui ne jouent pas le jeu. J'ai indiqué que j'étais personnellement favorable à la dénonciation du traité de 1968 qui gère les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants algériens en France. Parlez-vous

du regroupement familial, Edouard Philippe. Juste, ça veut dire restreindre le regroupement

familial ? Je voudrais juste terminer. Il ne s'agit pas de dire que nous sommes des adversaires ou des ennemis d'Algérie. Il ne s'agit pas de prendre une mesure qui serait motivée par une haine ou une adversité à l'égard de l'Algérie ou du peuple algérien. Il s'agit juste de constater que ce traité de 1968, qui est organisé sur l'idée que nous avons une relation particulière via l'histoire, c'est vrai, et de confiance, est aujourd'hui appliqué par deux Etats qui sont dans une relation qui est extrêmement difficile. Je ne vois pas pourquoi aujourd'hui les ressortissants algériens qui voudraient entrer en France, où ils résidaient, seraient soumis à des conditions plus favorables que les autres étrangers. Je pense qu'on doit donc installer une forme de bras de fer qui ne sera pas simplement française, il

faut l'instaurer au niveau européen. J'insiste là-dessus. Si vous voulez être plus ferme avec un Etat et qu'on est dans l'espace Schengen, c'est facile de contourner la France, de passer par l'Espagne, de passer par l'Italie et ensuite d'arriver en France. Donc c'est une politique européenne que je veux beaucoup plus ferme avec l'utilisation de tous les instruments qui sont aujourd'hui

prévus par le droit de commune. Vous évoquez aussi le fait qu'il faudra revoir un certain nombre d'aides sociales. Est-ce que par exemple, il faut revoir certaines aides sociales dont bénéficient les étrangers, faire en sorte qu'ils n'en bénéficient qu'au bout d'un certain nombre d'années,

peut-être d'augmenter ce nombre d'années? Oui ou non? C'est un exercice auquel on se livre assez régulièrement. Quand j'étais Premier ministre, on a regardé dans quelle mesure l'aide médicale d'Etat, à laquelle je suis attaché. Vous ne la supprimerez pas? Non. Je pense qu'il faut la conserver simplement. Il faut vérifier qu'elle ne donne lieu à aucun abus et qu'elle est bien maîtrisée. Pourquoi est-ce que je ne la supprime pas? Pour une raison assez simple. Un étranger en situation irrégulière qui se trouve en France et qui se trouverait devant un hôpital, serait soigné. Parce que les médecins, c'est leur honneur, soigneront un ressortissant, qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière. Ça me paraît évident et ça me paraît relevé de l'art logique. Ça aura un coût. Il faudra le prendre en charge. S'il n'y a pas d'aide médicale d'Etat, ce sera le déficit de l'hôpital. C'est de son deux caisses différentes. Je préfère mille fois avoir une aide médicale contrôlée, vérifiée, qui évite les abus, qui vérifie régulièrement qu'il n'y a pas de nouvelles filières qui se créent pour en bénéficier, mais qui prévoit la possibilité, parce que c'est l'intérêt général, de ne pas laisser se développer des épidémies ou des questions de santé publique qui seraient trop critiques. Est-ce que vous trouvez qu'il y a trop d'immigration légale en France? En fait, le sujet, c'est qu'on confond tout en France. On confond l'immigration illégale, l'immigration légale, les demandes d'asile, les demandes d'asile non instruites, les demandes d'asile rejetées. Je pense qu'il y a trop d'étrangers en situation irrégulière en France. Je pense qu'il est trop facile aujourd'hui, dès lors qu'on est en situation irrégulière, d'éviter le retour dans le pays dans lequel on devrait rentrer. Ça, c'est un fait. Et je le constate à l'embolie d'un certain nombre de services publics, notamment en Île-de-France, mais pas seulement, qui finissent finalement par fonctionner en étant presque submergés parfois par la question des ressortissants étrangers en situation irrégulière. Est-ce que vous seriez

par exemple favorable, Édouard Fillez, à la remise en place de ce qu'on appelle la double peine? C'est-à-dire que des étrangers qui ont purgé leur peine en France, ensuite soient renvoyés dans leur pays, oui ou non?

Je n'ai personnellement jamais compris pourquoi elle avait été supprimée. Elle a été supprimée il y a fort longtemps, en 2000. Je crois que c'était sous le gouvernement de... En tout cas, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. C'était un engagement qu'il avait pris. Moi, je considère que nous allons continuer à avoir besoin d'accueillir des ressortissants étrangers en France. Il ne faut pas s'en cacher. Bon, on en a besoin. On doit choisir qui? Ça doit se faire par une libération et par une décision du Parlement. Mais on doit choisir qui? On doit choisir dans quelles conditions. Et il me paraît évident que lorsqu'un étranger veut venir travailler en France, étudier en France, il doit respecter scrupuleusement toutes les règles qui s'appliquent en France. Et ceux qui se sont placés dans une situation de commettre des crimes sérieux n'ont aucune vocation à demeurer, quand bien même ils auraient eu un titre de séjour régulier. Donc vous,

président, vous rétablirez la Deuxième Lèche?

Ça ne me pose aucun problème. Je pense qu'il faut être beaucoup plus ferme que ce que nous sommes aujourd'hui. Je le dis parce que je le pense. Et je connais peu de gens, au fond, aujourd'hui qui considèrent qu'il est de meilleure politique dès lors qu'on constate la situation d'un certain

nombre de réguliers ou d'irréguliers qui commettent des infractions, de leur faire subir une peine de prison, puis ensuite de leur dire mais vous pouvez rester ici. Ben non. Quand vous faites cette proposition, quand vous faites vos propositions sur Mayotte... D'ailleurs, dans beaucoup de pays démocratiques. Ça se passe comme ça. Ça se passe

comme ça. Quand vous faites ces propositions, ça fait réagir notamment à droite, ce midi à mon micro de... Dominique de Villepin disait que vous faites le jeu de Marine Le Pen en disant ça et que vous sortez du cadre républicain. Vous répondez quoi ? Je ne

sors pas du cadre républicain. Je voudrais simplement dire de choses. C'est le jeu de Marine Le Pen ? Pas du tout. Je ne crois pas du tout. Je dis ce que je vois et je dis ce que je veux faire. Bon, je constate que ce que je propose est souvent mis en œuvre dans des États démocratiques européens, parfois dirigés par la gauche social-démocrate. Je ne propose rien de plus que ce que le Danemark réalise. Le Danemark, c'est un pays social-démocrate. Je ne crois pas qu'il soit sorti du cadre démocratique ni du cadre européen. Plus dur, mais pas

de référendum, vous l'avez dit parce que vous dites que ça n'a pas de sens.

Comment vous qualifiez cette proposition de Jordan Bardella ? Encore une fois. Mais vous la qualifiez comment ? Le référendum, c'est ni un totem ni un tabou. On peut tout à fait faire adopter des textes par référendum. Et je compte bien utiliser le référendum dans les conditions dans lesquelles il est prévu par la Constitution. Vous savez qu'il y a deux possibilités d'utiliser le référendum, l'article 11 et l'article 89. Moi, je n'ai aucun problème à dire. Faisons des référendums lorsqu'ils sont autorisés par la Constitution. Pourquoi pas sur l'immigration ? Parce que je ne sais pas le texte dont vous parlez. Si jamais il y avait

un texte de vous sur l'immigration, vous pourriez faire adopter un

référendum. On verra de quel texte il s'agit. Et je n'ai aucun problème dès lors qu'il est dans le champ de l'article 11 à choisir un référendum pour faire adopter un texte. Mais j'insiste, monsieur Daré. L'état de droit, ce n'est pas un truc qui existe quand on n'en a pas besoin. L'état de droit, c'est notre règle collective. Il y a des conditions pour utiliser le référendum. Utilisons-le autant que nous le voulons en respectant strictement ces conditions et ne le détournons pas de son objet. Il y aura des textes dont je proposerai l'adoption par référendum. Je l'ai déjà dit, ça ne me pose aucun problème. Moi, ce qui m'intéresse, c'est ce que proposent les autres, s'agissant des dispositions qui sont contenues

dans ces textes. Très concrètement, vous avez fait des propositions aussi cette semaine en matière d'économie, sur la question de l'indemnisation du chômage où la volonté de réduire un certain nombre d'arrêts de travail, vous avez parlé de l'open bar des arrêts de travail. Édouard Philippe, vous savez franchement que tous ceux qui prennent des arrêts de travail, tous ceux qui sont parfois malades,

sont des profiteurs du système ? Bien sûr que non. Et la façon dont vous posez la question permet justement de ne pas la traiter. Pardon. Bien entendu que dans notre système social en France, on doit aider ceux qui sont malades. Personne ne remet ça en cause. Et d'ailleurs, ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que la progression des arrêts de travail, la progression du montant versé dans le cadre des arrêts de travail, en quelques années, est impressionnante. J'ai dit que dans beaucoup d'entreprises, et parfois dans beaucoup d'administrations, on constatait un développement de l'arrêt de travail limite, de l'arrêt de travail de confort parfois. Et que ces arrêts de travail, ils déstabilisent l'organisation de l'entreprise ou de l'administration ou du service public. Ils coûtent cher à la

collectivité. Ils donnent souvent le sentiment à ceux qui, alors même qu'ils peuvent venir travailler, finalement ceux qui ne respectent pas complètement les règles, ceux qui considèrent qu'on a un droit de tirage sur la sécurité sociale. On ne va pas bien, on va voir son médecin, on dit vraiment, je ne vais pas bien, il faut vraiment, je vais avec la boule au ventre. Ah bon, n'allez pas travailler. Vous voyez, on perd au fond le sens de l'utilité fondamentale de cette sécurité sociale. Et c'est ça que j'ai voulu dire. Et vous savez, là encore, M. Larret, je propose des choses qui existent et qui existent dans des pays qui sont extrêmement attentifs au respect de l'intérêt des salariés. La concentration des arrêts de travail sur les arrêts un peu plus longs plutôt que sur les arrêts un peu plus courts, c'est ce que fait l'Espagne depuis longtemps. L'Espagne, ça fait plus de 10 ans qu'elle est gouvernée par un gouvernement de gauche. Je n'ai jamais entendu dire qu'elle était un pays dans lequel il n'y avait aucun droit.

Vous souhaitez réduire l'indemnisation du chômage pour les moins de 50 ans de 18 à 12 mois. Aujourd'hui, le taux de chômage, c'est 8,3 % en France. À la fin de votre quinquennat, vous souhaitez qu'on soit à quel niveau de chômage ? Non mais, un indicateur, certains disent ce sera le plein d'emploi. Vous avez un objectif quand même.

Mais je vais vous dire, M. Larret, les objectifs magiques. J'ai entendu certains dire moi, ce sera X % et puis à la fin du quinquennat, il n'y aura plus personne dans la rue. Tout ça, ça existe. Moi, je ne suis pas comme ça. Je pense que notre pays peut être plus compétitif, qu'il peut produire plus et mieux. Je pense qu'on peut faire baisser le taux de chômage. Je me permets de vous faire remarquer, M. Larret, qu'entre 2017 et 2020, lorsque j'étais Premier ministre, il a assez largement baissé. Une des raisons, pas la seule pour laquelle il a baissé, c'est que le pays était plus attractif pour les investissements, que par ailleurs, nous avons mis en place une réforme ambitieuse de l'apprentissage et de la formation en alternance, qui sont des sujets absolument essentiels pour entrer dans l'emploi, absolument essentiels compte tenu du fort taux de chômage des plus jeunes et que ces éléments doivent nous permettre de réduire le chômage. Mais pas d'objectif chiffré pour votre quinquennat. Mais j'espère qu'il sera plus bas qu'aujourd'hui et plus bas que lorsque j'étais Premier ministre. Mais l'idée de dire, je peux vous dire, dans 5 ans ou dans 6 ans, il sera à tel... Je le dis à nos téléspectateurs qui nous regardent. Si vous croyez une seconde qu'un homme politique sérieux peut s'engager sur un taux de chômage à 5 ans, malheureusement, vous vous trompez. Ça n'existe pas. En revanche, je crois que nous pouvons prendre des mesures qui permettent de faire baisser le chômage. Les

Français, vous comme moi, on a reçu notre fiche d'imposition cet été. C'est quelque chose que les Français aussi dans cette campagne, vous regardez. Payez des impôts, pourquoi pas, mais à quoi ils servent ? Est-ce que vous dites pareil, pendant mon quinquennat, les impôts des ménages n'augmenteront pas ? Est-ce que c'est un engagement que vous prenez ? Moi, j'ai dit clairement que

je ne voulais pas qu'on parle d'augmentation d'impôts. Aucune augmentation d'impôts. Il n'y aura aucune augmentation d'impôts. L'objectif, c'est qu'on ne raisonne jamais par des augmentations d'impôts, mais toujours par une maîtrise de la dépense. Vous savez, en France, le réflexe traditionnel, c'est, il y a un problème, on a besoin de moyens supplémentaires. D'abord, parfois, il y a un problème, on n'a pas besoin de moyens supplémentaires. Il s'agit parfois de s'organiser différemment, il s'agit parfois de faire des choix. Exactement comme ça se passe dans un foyer. Quand vous avez des problèmes financiers dans un foyer, bien sûr, vous pouvez essayer de gagner plus. Parfois, vous essayez de vous réorganiser en choisissant des nouvelles priorités. Donc pas de hausse d'impôts, des ménages, c'est un engagement que vous prenez ? Compte tenu du taux d'imposition qui prévaut en France, je crois vraiment que l'objectif, c'est de faire en sorte que le taux global des impôts diminue. Par ailleurs, à chaque fois qu'il faudra faire un choix, et je le dis de façon

claire, notamment parce que je veux faire en sorte que notre pays produise plus et produise mieux, je crois qu'il faudra privilégier les actifs. Et les actifs d'aujourd'hui, et notamment les actifs de demain. Nous devons faire en sorte que la population active française retrouve un intérêt financier, pas simplement financier d'ailleurs, parce que le travail ça doit avoir un sens, et pas simplement une rémunération, mais retrouve un intérêt financier. Donc s'il faut privilégier, je pense qu'il faut privilégier les actifs. Nettoyer au car chair les finances publiques, c'est ce que dit Jardin de Bardella. Vous allez faire ça ? Peut-être, de grâce, de grâce. Vous savez, les gens qui s'engagent sur le car chair n'ont pas toujours les résultats qu'ils espèrent au moment où ils s'engagent. Donc moi, je ne ferai pas ces déclarations. Je dis simplement qu'on peut remettre de l'ordre dans nos finances publiques. On peut baisser le déficit. Il se trouve que lorsque j'étais Premier ministre, il était à 3,4 % lorsque nous sommes arrivés en 2017, et je l'ai laissé à 2,4%. En trois ans, nous avons baissé d'un point le déficit. Moi, je m'engage à ce que lorsque je serai Président de la République, le déficit de la France arrive à la fin du quinquennat à 2%. Et pour le coup, c'est un engagement que nous pouvons prendre parce que c'est une cible que nous maîtrisons si nous maîtrisons notre dépense.

Quand on voit que Jardin de Bardella veut faire des économies, on va supprimer 120 taxes et impôts, 125 milliards d'euros d'économie d'ici 2032. C'est crédible ?

J'attends de voir. J'entends M. Bardella dire cela. J'ai entendu Mme Le Pen, alors je sais qu'ils ne sont pas toujours sur la même ligne, mais j'ai entendu Mme Le Pen dire qu'elle présenterait le chemin de retour à l'équilibre. On va voir. Ce que je sais, puisque j'écoute Mme Le Pen, c'est qu'elle propose une réforme des retraites qui coûte plus cher. Donc elle propose dans sa réforme des retraites non pas de réduire le déficit, mais de l'accroître en consacrant 9 milliards de plus à la réforme des retraites. Je pense que c'est une façon curieuse de rétablir l

équilibre des finances publiques. Est-ce que vous parlez de cette réforme des retraites qui a été suspendue aujourd'hui, donc ces 62 ans et 9 mois, très concrètement, alors vous n'allez peut-être pas nous le dire ce soir, mais à quel âge vous fixez ce départ de la retraite

? Je le dirai. Je le dirai pour l'instant. Je le dirai le moment venu. Je le dirai parce qu'en ce moment, je suis en train de travailler avec un certain nombre d'experts et que j'essaie de trouver le meilleur calibrage possible.

Ceux qui vous disent que vous êtes monsieur 67

ans, vous répondez quoi ? Je leur dis qu'il n'y a aucune hypothèse. Je leur dis un truc très simple. Nous devons régler cette question des retraites. Nous devons la régler en expliquant que pour la régler, il faudra que chacun travaille un peu plus. Donc nous allons devoir travailler plus pour faire en sorte de régler cette question des retraites. J'ai entendu là encore madame Le Pen expliquer qu'il suffisait de faire en sorte que le taux d'emploi des jeunes s'améliore. C'est une proposition intéressante, mais je crois qu'elle ne correspond pas à la réalité. Le taux d'emploi des jeunes en France, il est dans la moyenne européenne. Il n'est pas satisfaisant, mais il est dans la moyenne européenne. Ce qui est très inférieur en France à tous les autres pays d'Europe, c'est le taux d'emploi des seniors. La vérité, c'est que nous devons faire progressivement à notre rythme, sans faire la même chose pour tout le monde, ce que tous les autres pays d'Europe ont pour faire, c'est à dire travailler un peu plus longtemps. Et nous devons, en parallèle, dès maintenant, même si ça produira un effet dans 15 à 20 ans, commencer à mettre en place un système de capitalisation obligatoire.

Indexer l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie, ce que propose Bruno Rotaio.

Bonne ou mauvaise idée ? C'est tout à fait une bonne idée. Et l'idée de dire une fois qu'on aura mis à l'équilibre le système, c'est -à-dire fais en sorte que le système soit équilibré, encore une fois, pas parce que je serais animé par une obsession comptable, mais parce que c'est la situation de nos enfants dont il s'agit. On pourra très bien faire évoluer ces âges en fonction de l'espérance de vie. Il y a beaucoup de pays qui font ça. Ça me paraît une très bonne solution. Travailler

plus vous, ça passe évidemment par la question de l'âge de la retraite. Est-ce que ça passe aussi par les 35 heures ? Est-ce que oui ou non, vous abrogez les 35 heures, vous président ? Moi, je

pense qu'il faut se garder d'apporter la même solution à toutes les organisations, qu'elles soient entreprises. Il y a des grandes entreprises, il y a des petites entreprises, il y a des entreprises de services, des entreprises industrielles, il y a des administrations. Donc pas d'abrogation des 35 heures avec Edouard Philippe. Je pense que faire les 35 heures était une erreur et les faire à peu près dans les mêmes... partout, c'était une grosse erreur. Je suis pour donner le maximum de liberté dans l'entreprise pour la détermination. · Et vous ne les supprimez pas ? · Non, parce qu'il y a déjà beaucoup d'entreprises qui ont trouvé une façon de s'organiser. Je ne vais pas les supprimer, mais je veux donner au maximum la liberté à l'intérieur de l'entreprise pour trouver la meilleure façon et le meilleur moment où on commence à déclencher les heures supplémentaires. Parce qu'au fond, aujourd'hui, la question de 35 heures, c'est quand est-ce qu'on déclenche les heures supplémentaires. · Quand on vous entend ces propositions sur l'immigration, sur l

'économie, est

-ce que ça y est, Edouard Philippe, c'est à droite toute la campagne ? · Écoutez, moi, je suis un candidat et un homme de droite qui considère que la seule façon de gagner est la seule façon de faire avancer le pays, c'est de rassembler la droite et le centre. La droite, c'est varié. Vous avez des conservateurs, vous avez des libéraux, vous avez des gaullistes, vous avez des démocrates chrétiens, vous avez le centre. Tout ça donne une grande diversité, mais cette diversité, c'est une donnée, c'est un fait, et je pense même que c'est une chose. · Vous assumez un coup de barre à droite ? · J'ai toujours dit que... Vous vous souvenez peut-être de la déclaration que j'ai faite... · Sur le Péran de Matignon ? · Le premier jour où je suis rentré à Matignon, j'ai dit que j'étais un homme de droite. Bon, je le suis toujours. Et simplement, je pense que pour gagner, pour faire avancer le pays, il faut que l'espace politique de la droite et du centre soit en mesure de se rassembler, et c'est ce à quoi je travaille, en essayant, par des propositions, aussi d'une certaine façon par des initiatives, de rassembler l'ensemble de ceux qui s'inscrivent dans cet espace politique de la droite et du centre.

· Parmi ceux qui s'inscrivent dans cet espace politique, il y en a un qui a été premier ministre aussi, il s'appelle Gabriel Attal. Pas plus tard que cet après-midi, il juge que c'est lui qui incarne la rupture et que vous faites campagne avec des idées d'il y a 20 ans.

Qu'est-ce que vous lui répondez ? · C'est une campagne présidentielle, il y a toujours un petit peu d'agitation, d'enthousiasme, de fébrilité... · Vos idées, ce sont des idées d'il y a 20 ans ? · Écoutez, moi je veux pas rentrer dans cette espèce de multiplication, d'agitation. Peut-être d'ailleurs qu'il y a 20 ans, j'aurais réagi comme ça. Ce que je propose aux Français, c'est de faire de l'école une grande ambition nationale, une grande priorité. Je suis pas sûr que ce soit une idée d'il y a 20 ans, je pense que c'est une nécessité d'aujourd'hui. Et ça m'intéresse plus de discuter de ce qu'on fait pour l'école, qui est essentiel pour notre pays. Si on n'a pas une école qui fonctionne mieux, on sera pas plus grand, plus prospère, plus puissant demain. Donc aucun des grands problèmes de la France ne se réglera si on a une école qui fonctionne moins bien demain. Donc il faut y consacrer des moyens, j'en ai proposé. Il faut y consacrer des transformations, j'en ai proposé. C'est plus

intéressant de parler de ça.

· Le petit parenthèse justement sur l'école, vous évoquez Yérick Chetil, maire de Nice, il dit « je vais mettre des mâts avec le drapeau français dans toutes les écoles, on fera un lever de drapeau dans l'école ». Ça pourrait être repris au niveau national ?

· Vous savez, je pense qu'il y a trois axes principaux à mettre en œuvre si on veut améliorer le fonctionnement de l'école. Le premier, c'est mettre le paquet sur les petites classes. J'insiste là-dessus, revenir au travail, au mérite, à l'excellence, à l'exigence, et notamment dans les petites classes. C'est indispensable. Donc il faut mettre le paquet là-dessus, c'est le premier point. Le deuxième point, c'est qu'on doit ramener de la sérénité et de la dignité dans l'école. J'ai proposé de beaucoup mieux payer les professeurs pour attirer des professeurs, des professeurs qui ont envie d'exercer ce métier, pour changer leur carrière, parce que je pense que c'est indispensable. Et puis j'ai proposé de faire confiance à la communauté éducative, de donner de la liberté à l'école. Et dans certaines écoles, peut-être que le projet éducatif sera... sera d'utiliser ou pas l'uniforme, sera d'utiliser ou pas le mao color. Je propose encore une fois, monsieur Daré, de faire confiance à la communauté éducative, et de ramener la sérénité dans l'école. Ça passe, je l'ai dit, par un système permettant de faire respecter le règlement. Alors vous dites,

ce n'est pas des idées d'il y a 20 ans, Gabriel Attal, d'ici, vous êtes un peu entre les lignes un homme du passé. D'ailleurs, il dit, c'est plus du tout le favori, Edouard Philippe, parce que certes, on l'a vu dans notre sondage du jour, vous vous qualifiez au second tour, mais vous êtes battu par Marine Le Pen. Qu'est-ce que vous lui répondez ?

Je lui réponds qu'il a beaucoup de talent, Gabriel. Il y a d'ailleurs beaucoup de gens qui ont beaucoup de talent à droite et au centre. Et qu'à la fin, nous allons devoir nous rassembler. Donc, je propose que chacun d'entre nous dirige ses traits sur nos adversaires, sur Mme Le Pen, qui a un projet dangereux pour le pays, sur M. Mélenchon, qui propose des choses qui sont... je ne sais pas très bien les qualifier tellement elles me paraissent folles pour le pays. Et que par notre travail de fond, nos propositions, nous constatons les endroits où il y a des convergences, où au fond, nous ne sommes pas en désaccord, voire même assez largement d'accord. Je pense que c'est plus important dans le débat public, plus important dans l'effort de rassemblement que les petites attaques. Je ne me livre à aucune attaque sur personne dans le camp de la droite et du centre qui devra à la fin être rassemblé. Et c'est l'obligation, la responsabilité que je me fiche. Vous avez vu que ses proches ont dit, si jamais Edouard Philippe se rallie à nous, on lui rembourse sa campagne. Voilà. Vous pouvez me poser 10 questions pour essayer d'aviver les... Moi, je ne les commande pas, je ne les formule pas. L'important, monsieur Daré, c'est qu'à la fin, la droite et le centre soient rassemblés sous peine de ne pas être présents au deuxième tour et de laisser les Français avoir à choisir entre madame Le Pen et monsieur Mélenchon. C'est le risque que prend Gabriel Attal avec ces propos ? Toute personne qui sortira de cette volonté de rassemblement, de cette absence de responsabilité, exposerait les Français. Mais je fais confiance à Gabriel pour être responsable. Je fais confiance à tous ceux qui s'inscrivent dans la droite et le centre et pour ma part, je serais responsable. Il y en a

un autre effectivement qui lui est plus à droite, c'est le président des Républicains qui est candidat, il s'appelle Bruno Rottailleau. Est-ce que finalement, vous ne feriez pas mieux de construire cette alliance avec Bruno Rottailleau plutôt qu'avec Gabriel Attal ? Qu'est-ce que vous lui dites à Bruno Rottailleau ?

Mais monsieur Daré, le rassemblement, il doit aller de la droite au centre. Il ne s'agit pas de savoir s'il faut s'entendre avec l'un ou avec l'autre, il s'agit de se rassembler tous. C'est de ça dont il s

'agit. Et notre électorat, il n'est pas prisonnier des appartenances partisans. Il y a beaucoup de gens qui se sentent peut-être en temps normal plus près des Républicains et qui ont voté pour le président de la République parce qu'ils considéraient que dans la compétition de 2022 ou de 2017, c'était le mieux placé et peut-être inversement demain. Je ne me sens pas prisonnier des appartenances partisans. Je dis, et je l'ai dit de façon constante, à la droite conservatrice, à la droite libérale, à la droite démocrate chrétienne, à la droite gaulliste, à la droite sociale, que nous avons un impératif, nous rassemblons sur le fond. Bruno Rotailleau, vous lui dites quoi ?

Bruno, rejoins -moi.

Je dis, travaillons, ne perdons pas le contact, regardons ce que chacun propose et voyons, le moment venu, comment être les mieux placés pour convaincre les Français. Vous pourrez être dans votre gouvernement, Bruno Rotailleau. Mais tous ceux qui, à droite, et ils sont nombreux au centre, et ils sont nombreux, ont du talent en vocation à participer au redressement de la France. Enfin, comment imaginer l'inverse ? Vous sentez plus proche de Gabriel Attal ou de Bruno Rotailleau, vous ? Je me sens proche de moi. Et j'essaie d'être moi-même et de proposer dans cette campagne ce que je crois utile, parfois pas populaire, mais nécessaire pour le pays. Et je vois bien que à droite et au centre, et parfois au-delà, il y a des talents, des idées dans lesquelles je me retrouve complètement ou dans lesquelles je suis à très peu de choses près et que nous pouvons travailler ensemble. Et pardon, monsieur Laré, mais je voudrais quand même dire que tout ça, c'est très intéressant, mais on a déjà travaillé ensemble. Gabriel Attal a été membre de mon gouvernement. Bruno Rotailleau a été ministre de François Bayrou. Vous voyez, ce n'est pas des continents séparés par des barbelés. À quel moment il faudra qu'il n'y ait plus qu'un seul candidat ? Pour vous, c'est à quel moment ? Il y a un moment où ce sera trop tard. Alors est-ce que le plus tôt sera le mieux ? Sans doute. Moi, j'ai toujours dit qu'il me semblait que le moment où on constaterait, où il faudrait constater cette capacité de rassemblement et prendre ses responsabilités, c'était quelque part entre novembre et février. Février, ça me paraît tard pour tout vous dire. Et novembre, ça me paraît inespéré. Bon, ben voilà, ce sera quelque part à ce moment-là. Si vous étiez le moins bien placé, vous vous retireriez ? J'ai toujours dit que l'ensemble des candidats de la droite et du centre devraient faire acte de responsabilité. Liberté d'expression, responsabilité des choix. Ben voilà. Donc si c'est pas vous... Et je suis un des responsables de la droite et du centre. Donc je m'inclus dans cette obligation. Vous vous retireriez

? Donc je m'inclus dans cette obligation. Si jamais personne ne réussit à se mettre d'accord, il y en a qui mettent des propositions sur la table. Encore ce matin dans la tribune de dimanche, François Bayrou dit qu'on fait une primaire, vote par internet, fin janvier, qui va de ceux qui disent ni LFI, ni Rassemblement national. Est-ce que vous pourriez participer à une telle primaire ?

Je vois beaucoup de gens évoquer la primaire. Et j'ai l'impression qu'à chaque fois qu'ils évoquent la primaire, ils parlent de choses différentes. Certains disent qu'il faut la faire avant très tôt. D'autres le disent qu'il faut le faire à la fin de la campagne. Certains disent qu'elle doit aller de la droite conservatrice jusqu'au centre et encore. D'autres disent qu'elle doit aller de la droite conservatrice jusqu'à la gauche. Reconnaissez que ce n'est pas la même chose. Certains disent qu'il faut absolument une primaire. Mais je vous préviens, si je ne la gagne pas, il est hors de question que je soutienne ceux qui l'auront gagnée. On se demande pourquoi on fait une primaire. Et puis d'autres disent qu'il est hors de question que je fasse une primaire. Un mot. Le jour même, pardon, mais je crois que c'est le même jour, j'ai entendu le président des Républicains dire qu'il n'était pas opposé à une primaire. Absolument. Le jour même, un membre des Républicains éminent, Xavier Bertrand, a expliqué qu'il était candidat ou qu'il serait candidat, je n'ai pas bien compris. Enfin, qu'il était candidat, mais qu'il ne se soumettrait pas à la primaire. Pardon, mais ce n'est pas totalement

cohérent. Oui, mais vos deux

concurrents, mais néanmoins amis, Edouard Philippe, Gabriel Attal et Bruno Retaillot... Je vais vous dire, monsieur Daré, si vous avez

l'injusiasme, de me laisser terminer, je vais vous dire, la primaire, c'était un formidable exercice pour insister sur les divisions et sur les différences. Moi, je pense que notre responsabilité, c'est d'insister sur ce que nous avons en commun. C'est en tout cas comme ça que je vais faire ma campagne. Eux disent qu'ils n'ont pas peur d'une primaire ? Est-ce que vous avez peur d'une primaire ? Je n'ai pas exactement peur des élections. En mars dernier, je me suis présenté aux élections au municipal Avraise. J'avais des sondages qui n'étaient pas bons. Je ne me suis pas dérobé. J'aime bien les élections. Sinon, je ne serais pas candidat à l'élection présidentielle. Mais est-ce qu'on peut se dire qu'au-delà du process, ce qui compte, c'est le fond ? Si on pouvait systématiquement revenir au fond, ce qui est parfois difficile dans les entretiens qu'on a, parce que, vous reconnaissez avec moi, M. Daré, que les journaux... journalistes politiques ou les responsables politiques adorent la petite phrase sur le process, la petite phrase sur la psychologie, la petite phrase sur la tactique et peinent parfois à déceler ce qui compte pour les français. Je voudrais qu'on revienne à ça. Est-ce que vous m'autorisez à dire que je préférerais qu'on parle de sujets de fond que de sujets de tactique qui me paraissent

moins importants ? Et alors juste pour que justement les français puissent se faire leur avis, si on organise sur BFM un débat entre Gabriel Attal, Bruno Rottailleau et vous-même, est-ce que vous y participeriez ?

Moi j'ai débattu avec François Hollande, j'ai été à la RF, j'aime bien les débats, je veux simplement que nos débats permettent d'insister sur ce qui converge plutôt que sur ce qui diverge.

Et vous feriez un débat avec Bruno Rottailleau et Gabriel

Attal ? Je leur parle régulièrement, je fais du respect pour eux, mais encore une fois, d'ailleurs c'est amusant, vous me dites eux mais pourquoi pas les autres ? Et encore une fois, nous ne parlons jamais de la même chose. Mais avec eux oui ou non ? Moi ce que je vous propose, je n'en sais rien, moi ce que je vous propose monsieur Daré, c'est qu'on se concentre sur le fond. Qu'on expose des positions, qu'on dise ce qu'on veut faire, qu'on dise pourquoi on pense que ce que font les autres ne paraît pas réalisable. Ça me paraît plus intéressant. Dans le projet que vous avez,

vous assumez évidemment votre passage à Matignon. Bruno Rottailleau dit son problème, c'est qu'il ne va jamais réussir à se décontaminer du Macronisme. Comment vous dites aux Français, oui j'ai été aux côtés d'Emmanuel Macron, oui j'ai gouverné à Matignon, et pourtant je peux transformer le pays ? Comment ça peut être

crédible aux yeux des Français ? D'abord oui, j'ai été premier ministre de 2017 à 2020. J'ai été premier ministre parce que le président de la République venait d'être élu par les Français. C'était engagé à mettre en œuvre un programme qu'il m'a demandé d'être premier ministre, j'ai accepté. Et j'ai mis en œuvre pendant trois ans le programme sur lequel il s'était engagé. Je pense que ce n'est pas quelque chose d'anti-démocratique. Il y a des choses que nous avons faites dont je suis fier, il y a des choses que nous avons faites en nous trompant, je l'assume. Je ne vous considère pas avoir tout bien fait, bien sûr. Vous savez, les gens qui font tout bien, c'est en général les gens qui ne font pas grand-chose. Donc bien sûr que nous, il y avait des choses sur lesquelles on aurait pu être meilleur. Mais enfin, je ne veux pas non plus passer sous silence le fait que pendant les trois ans où j'ai été premier ministre, nous avons baissé les déficits, Monsieur Daré. Le nombre d'investissements

en France a augmenté, le chômage a baissé, la fiscalité a baissé. La réforme de l'apprentissage a permis la multiplication du nombre d'apprentis en France. Je considère qu'il y a un certain nombre de décisions que nous avons prises qui ont été bien faites. En Nouvelle-Calédonie, j'ai organisé un référendum qui s'est passé dans des conditions de tranquillité et de sérénité qui ont été notées par tout le monde. Nous avons recentralisé le RSA à La Réunion, recentralisé le RSA en Guyane. Ça compte, ce sont des décisions que je crois bonnes et qui ont été mises en place, et plein d'autres choses encore. Il y a des choses qui ont été moins bien faites, il y a des choses sur lesquelles on s'est trompé, je l'assume. Moi, j'ai jamais prétendu tout faire bien, mais quand la crise Covid est arrivée, j'ai dit ce que je savais, ce que je ne savais pas, et nous avons fait face. Est-ce qu'à partir de là, ça m'interdit de continuer à avoir une idée sur ce qu'il faut faire en France ? Est-ce qu'à partir de là, on me dit que vous avez été de 2017 à 2019, vous n'avez plus le droit à rien dire, vous ne pouvez plus vous présenter, vous ne pouvez plus avoir d'avis sur ce qu'il faut faire pour le pays ? Bien sûr que non. Et donc, je considère qu'aujourd'hui, en 2026 et à partir de 2027, notre pays doit prendre les mesures qui lui permettront d'être plus puissant et plus prospère. Ça me paraît indispensable. La priorité, c'est l'école. Ensuite, c'est la compétitivité, la réforme du modèle social. Enfin, c'est la justice. Nous avons un énorme problème en matière de justice parce que la justice est maintenant perçue par nos concitoyens comme le maillon le plus faible de la chaîne sécuritaire. Et puis nous avons des enjeux considérables. Comment nous adapter ? Comment adapter nos villes, notre pays, notre appareil productif, notre agriculture à la transformation climatique ? Elle est là. Ce n'est plus quelque chose qui vient, c'est quelque chose qui est là, qui a des conséquences tangibles. Comment est-ce qu'on finance ces investissements ? Comment est-ce qu'on cesse des choses qui correspondaient à des préoccupations d'avant pour consacrer des moyens à des préoccupations de demain ? Comment est-ce qu'on prépare nos enfants au monde qui vient ? C'est beaucoup plus important que tout le reste. Dans ces

propositions que vous mettez sur la table, qui sont les propositions de Bruno Rotailleau et de Gabriel Rettal, pourquoi ce serait justement vous le mieux placé dans ce bloc central pour être le meilleur président demain ? Je dis ce

que je pense. Ils disent ce qu'ils pensent. Et les Français écoutent. Et au fur et à mesure de cette... Ce qui est fascinant, c'est que tout le monde voudrait que la campagne n'ait pas lieu. Moi, je veux que la campagne ait lieu. Je veux pouvoir dire un certain nombre de choses. Je veux pouvoir entendre ce que dit Bruno Rotailleau, ce que dit Gabriel Rettal, ce que disent d'autres également. Parce qu'il y a des choses qu'ils proposent qui sont intéressantes. Franchement, je n'ai jamais compris, il y a eu des gens qui vous disent, vous avez travaillé avec Gabriel Rettal, vous avez travaillé avec Bruno Rotailleau. Mais alors maintenant, tout ce qu'ils proposent, ce n'est pas bien. Mais sûr que non. Il y a des choses qu'ils vont proposer qui sont très intelligentes, et dont il faut s'inspirer. Et puis il y a des choses que je vais proposer avec lesquelles ils seront en accord. Il ne faut pas qu'ils oublient de le dire. Parce que à la fin, on aura vocation à travailler ensemble. Si vous pensez qu'il y a une formation politique aujourd'hui, toute seule, que ce soit les LR ou Renaissance ou Horizon ou le Modem, enfin bref, une formation politique unique de cet espace politique qui peut gagner à elle seule la présidentielle et à elle seule la majorité absolue à l'Assemblée nationale après la présidentielle, vous vous trompez. Donc on a vocation à travailler ensemble. Mais commençons. Commençons au lieu de nous regarder en chien de faïence et parfois nous critiquer ce qui n'est encore une fois pas l'objectif que je me suis fixé.

On voit que sur la question du fond, ce qui est absolument majeur, c'est la question de l'éducation, la question économique. On voit les divergences parfois avec Bruno Rotailleau et Gabriel Rettal. Mais ce qu'on voit aussi, même s'il faut rester très prudent avec les sondages, c'est que la grande favorite aujourd'hui s'appelle Marine Le Pen. Dans votre disque-tour tout à l'heure, on ne l'avait

pas cité.

Écoutez, aujourd'hui les sondages la désignent la grande favorite. Elle est très haut, très tôt. C'est un fait. On va raconter le contraire. Elle va faire campagne. Et la campagne va justement servir à savoir pour l'ensemble de nos concitoyens pour qui ils vont aller voter. Moi ce que j'observe dans ce que dit Mme Le Pen, c'est qu'il y a en réalité encore beaucoup de flou. On voit bien que sur la ligne économique, elle est écartelée ou en tout cas traversée par une différence que Mme Le Pen et M. Bardella aisaient de nier, mais qui est au fond assez claire. On voit bien que Mme Le Pen, en proposant cette réforme des retraites, qui est en fait un retour en arrière, qui va aggraver la situation, qui fait croire aux Françaises et aux Français que nous pouvons rester prospères alors même que nous ne faisons pas l'effort de travailler plus longtemps comme il y a fait partout en Europe. Je pense que les Français voient bien que derrière cela il n'y a rien d'angé. J'ajoute une chose. Mme Le Pen dit beaucoup que pour financer son programme, elle va revenir sur la part de financement versée par la France à l'Union Européenne. Moi j'attire l'attention de tout le monde. Si la France ne respecte pas ses obligations à l'égard des partenaires européens, tout ça peut se traduire par des choses qui iront très mal au niveau communautaire, au niveau européen. Moi je suis partisan et fervent partisan de préserver l'Union Européenne.

Mais quand vous entendez des appels à la désobéissance civile, si Marine Le Pen est élue, vous respecterez le scrutin ? Non mais vous avez entendu cette semaine

à vous ? Évidemment. Je suis presque offusqué, M. Darrec, vous me posiez la question. La démocratie, ce n'est pas quand vous gagnez. Si le scrutin se passe dans des conditions, et je suis certain qu'il se passera dans des conditions absolument remarquables d'organisation, parce que les élections en France sont bien organisées, parce que les maires font attention à ce que les élections sont bien organisées, parce que le ministère de l'Intérieur, les élections sont bien organisées en France, les Français vont trancher. Qu'est-ce que ça veut dire de dire aux Français, on respecte les élections, mais simplement si c'est nous qui gagnons ? Si elle est élue, elle sera élue. Alors je ne dis pas que ça ne posera pas des problèmes de fonds. Mais ça veut dire pas respecter les résultats des élections ?

Vous réfléchissez beaucoup à l'exercice du pouvoir. Je le sais, vous avez beaucoup travaillé là-dessus. Quelques éléments, vous avez parlé tout à l'heure des élections législatives qui auraient lieu après, avec une sorte de confédération, c'est -à -dire quoi ? Il y aurait un nouveau parti, vous voulez créer un nouveau parti, tout le monde sous la même étiquette ?

Non, je dis que nous ne pouvons pas espérer gouverner le pays après l'élection présidentielle si nous restons dans l'état d'organisation actuel. C'est -à -dire au fond la désorganisation. Et que donc il est temps de prendre une initiative et il sera temps de réorganiser, de recomposer, ce que j'appelle la recomposition, l'espace politique qui va de la droite conservatrice jusqu'au centre, de façon à ce qu'il puisse être organisé et donc s'entendre sur ce qu'il y a à faire et sur comment est-ce qu'on le met en œuvre dans la nouvelle majorité. J'insiste là-dessus parce que même si l'élection présidentielle est pour le deuxième tour en mai, même si il est probable que l'élection législative ait lieu en juin, parce qu'il faudra dissoudre l'Assemblée après l'élection présidentielle, tout ça va venir vite. Et nous ne pourrions pas obtenir une majorité absolue si nous restons divisés, si nous nous regardons en chien de faïence et si nous considérons que dans le camp de la droite et du centre, nous avons des adversaires. Ça ne

marchera pas. Président, est-ce que vous engagez à faire un seul mandat ou pas ? Certains disent au moins en un seul mandat, quand on n'est pas candidat à un deuxième, on fait ce qu'on a à faire.

L 'expérience m 'a montré que c 'est le genre de question auxquelles il faut répondre à la fin du mandat plutôt qu 'au début. On peut avoir un avis, mais je recommande vivement de ne pas le formuler trop tôt.

Dans votre tête, vous n 'allez pas nous donner son nom, mais vous savez déjà qui vous nommerait à Matignon si vous êtes élu président de la République ? Là aussi, il

y a quelque chose d 'indécent et puis pas raisonnable à évoquer ces sujets aussi loin de l 'élection. Mais lorsque vous vous préparez à présider, vous vous posez forcément cette question. Je me la pose, j 'avance et j 'ai des idées, je vous le confirme.

Est -ce que c 'est important par exemple que ce soit une femme ? Il n 'y a eu que deux femmes à Matignon. Est -ce que vous dites oui, c 'est important qu 'une femme soit ma première ministre ? C 'est important

qu 'il y ait un bon premier ministre et je connais des femmes qui seraient d 'excellents premiers ministres. Valérie Pécresse par exemple ? J 'essaye. Je connais des femmes qui seraient d 'excellents premiers ministres. Pour terminer, est -ce que vous pensez qu 'Emmanuel Macron votera pour vous, Edouard Philippe ? Je n 'en sais rien, je ne présume de rien et je pense que le président de la République actuel participera à l 'élection présidentielle dans le secret du vote. Il fera bien ce qu 'il veut et voilà. Comment vous qualifiez l 'état de vos relations aujourd 'hui ? Elles sont lointaines. Lorsque nous nous parlons, nous nous parlons toujours de façon très cordiale. Mais je n 'ai pas vocation à entrer en relation fréquente avec le président de la République. Il est très occupé et vous voyez, moi aussi.

Merci beaucoup.

d 'avoir été notre invité pour cet entretien exceptionnel sur BFMTV.